

leur force militaire. Ce pouvoir est grand et peut pour quelque temps ralentir le rythme des événements politiques, mais seulement pour les rendre plus dramatiques à une étape ultérieure, car les ouvriers français ne sont pas seuls et demain ils auront des alliés dans toute l'Europe. Leur lutte rejoindra celle de millions en lutte pour leur émancipation. La victoire ne sera pas facile. Mais les ouvriers français sont bien partis : sortant du primitivisme politique de l'oppression allemande, ils ont immédiatement déchaîné la tempête dans la société capitaliste. À eux les plus grands espoirs.

14. Le mot d'ordre de République en Italie et sa discussion dans le SWP⁶⁶

Daniel Logan⁶⁷, Le 14 mars 1945

Au début de juin 1944, les troupes alliées sont entrées dans Rome et la question de l'existence de la monarchie italienne est passée au centre de la politique italienne. J'ai observé pendant plusieurs semaines l'attitude de The Militant sur cette question. Le journal l'a simplement ignorée, conformément à sa politique antérieure qui a été, pendant des mois, d'ignorer complètement le problème des revendications démocratiques en Italie. Je décidai d'écrire un bref article sur ce problème. Il est daté du 9 juillet 1944, et, quelques jours plus tard, fut présenté au Secrétaire faisant fonction, le camarade Morris Stein⁶⁸ et au camarade E.R. Frank.

Comment la question est venue devant la Convention

J'ai demandé la publication de cet article dans Fourth International et, en cas de refus, dans un bulletin intérieur. Les camarades Stein et Frank n'ont pas pris la peine de discuter du problème en soi, mais comme c'est devenu courant dans les dernières années, ils ont soulevé des objections de « forme » et de « procédure » ainsi que sur le « ton » de l'article. Ils disaient que, pour toutes ces raisons, on ne pouvait pas publier l'article sous cette forme. J'ai déclaré que j'étais prêt à faire toutes les concessions de forme tant que je pourrai poser clairement le problème politique et il fut entendu que le secrétaire faisant fonction me ferait très vite connaître les changements exacts demandés par le Comité politique pour publication.

J'ai attendu quelques semaines avant de recevoir une lettre de Morris Stein datée du 3 août, qui disait au sujet de mon article :

« Nous avons décidé de le retenir jusqu'à la rédaction de notre résolution sur la situation en Europe. Nous travaillons là-dessus maintenant et il nous semble qu'il serait mieux d'attendre que vous voyiez la résolution afin qu'aucune polémique ne puisse se produire qui ne soit pas bien concrétisée et bien ciblée ».

La déclaration du camarade M. Stein est très importante à la lumière des déclarations ultérieures du camarade E.R. Frank pendant la discussion d'avant convention et à la convention. Frank n'a cessé de

⁶⁶ *Internal Bulletin* (SWP) VII, N°4, juin 1945.

⁶⁷ Daniel Logan était l'un des pseudonymes de l'ancien secrétaire français de Trotsky, Jean van Heijenoort (1912-1986), membre de la minorité avec Morrow et Goldman.

⁶⁸ Morris Stein était l'un des membres de la direction provisoire (faisant fonction) qui remplaçait les dirigeants emprisonnés.

répéter que le SWP n'était pas compétent pour examiner cette question et que les camarades qui la soulevaient étaient des « gens de lettres » faisant des « bleus » et désorganisant la discussion.

Le tableau était clair. Je présentai un article signé sur les problèmes de la république en Italie, directement relié aux événements du moment. Il fut « retenu » parce que son sujet devait être discuté « plus concrètement » à une convention plus de quatre mois après. A la convention, on découvrit qu'on ne pouvait pas discuter de cette question car « on n'en sait pas assez » et le simple fait de le présenter à la convention me fut reproché comme un crime de désorganisation. Si, pour l'information des lecteurs éloignés, j'ajoute que les camarades M. Stein et E.R. Frank appartiennent l'un et l'autre à la direction de la même tendance, à savoir la majorité, l'honnêteté de la procédure devient claire pour tous. Comme le camarade M. Stein me l'avait dit, j'ai reçu vers la fin août une copie du projet de résolution pour la convention à venir. J'en ai immédiatement écrit une critique, à laquelle j'ai incorporé des parties de mon article du 9 juillet, « retenu » non publié, et j'ai soumis le tout au CP. En réponse à ma critique et probablement à d'autres, quelques-unes des formules les plus discutables ont été corrigées dans le projet de résolution et un nouveau projet révisé fut présenté au parti pour la discussion pré-convention.

Les changements introduits mériteraient un examen attentif, qui serait tout à fait éclairant sur la méthode des rédacteurs du projet et de leurs associés politiques. Ainsi, par exemple, je critiquais dans le projet de résolution la formule : « Le fascisme, dans ses derniers jours, privé de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaire toute nue. Les Alliés et leurs complices dans le pays gouvernent aujourd'hui l'Italie de la même manière ». Pour répondre à la critique, le CP a simplement introduit le mot « virtuellement » dans la dernière phrase du nouveau projet « Les Alliés (...) gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même manière ». Quel était le but de ce « virtuellement » ? Certainement pas d'éclaircir les choses, car la phrase amendée est si possible encore plus confuse qu'avant. L'objet de ce changement était simplement de donner à la majorité un petit coin très commode pour leur jeu de cache-cache (je dois ajouter qu'à la convention la phrase a été finalement retirée, ce qui prouve que la critique de l'opposition n'était pas sans objet).

Le nouveau projet révisé ne m'est pas parvenu avant la seconde moitié de septembre. À cause des changements introduits par le CP, j'ai dû récrire ma critique pour la présenter au parti. Le résultat fut l'article maintenant publié, « La situation en Europe et nos tâches ». Il est daté du 1er octobre 1944. Il était entre les mains du secrétaire faisant fonction le 4 octobre et a été publié vers la fin octobre dans le n° 8 du BI du SWP. J'ai pu m'assurer que certains n'ont pas reçu le bulletin contenant cet article avant fin novembre (c'est le 16 qu'a commencé la convention). Le fait de retarder un article de plus de trois semaines pendant une période de soixante jours de préparation du congrès, c'est légèrement couper les ailes de la démocratie de parti. Je ne dois cependant pas trop me plaindre : les idées politiques que j'ai présentées sur ce qui se passe actuellement en Italie commencent à être connues des camarades seulement quatre mois après leur présentation. Je ne me plaindrai pas trop, ai-je dit, car d'autres camarades n'ont même pas eu cette chance dans des branches pas trop éloignées du Centre.

À la Convention

Les principaux orateurs de la majorité ont été très réservés dans leurs arguments contre le mot d'ordre de république en Italie. Leur principale ligne de défense était que le SWP était incapable de trancher, voire seulement d'étudier une telle question. Ceux qui avaient oublié leur géographie se sont entendus rappeler assez souvent que New York était à plus de 3000 miles de l'Italie. Que dire contre une si grande distance ? Un fait géographique devient l'argument principal de la majorité.

Cependant quand on fait attention de plus près aux débats du parti pendant la discussion pré-convention ou à la convention, on découvre qu'une grande partie des arguments utilisés par la majorité étaient de nature purement ultragauchiste, complètement étrangers à notre mouvement.

Ces arguments ultragauchistes étaient employés par des orateurs secondaires qui ne subissaient aucune vérification, que le parti dans son ensemble et les sections de l'Internationale imposaient dans une certaine mesure aux principaux orateurs de la majorité.

Quand je dis que les principaux orateurs pour la majorité n'utilisaient pas ces arguments ultragauchistes, je dois être plus précis : ils ne les utilisaient pas dans des articles ou des discours enregistrés. Cependant, off the record, les porte-parole de la majorité, grands ou petits, ne manquaient pas d'utiliser les armes de l'arsenal ultragauchiste. Le résultat a été que, quand on parle aux membres de base du parti, un sur deux vous dit que « bien entendu » la majorité de la direction s'oppose au mot d'ordre de république pour des raisons de principe.

Les arguments ultra-gauches sont aussi avancés ou volontiers acceptés par pas mal de membres de la base. Bien des camarades nouveaux, qui sont venus à nous dans les cinq dernières années ne savent encore que très peu des activités et expériences de notre mouvement en Europe il y a dix ou quinze ans. Ils ont été éduqués dans l'atmosphère politique des Etats-Unis d'Amérique où la plupart des problèmes démocratiques bourgeois ont été résolus de la façon la plus radicale par la bourgeoisie, il y a bien longtemps. Ils n'apprécient pas le poids politique et le caractère explosif du problème de la monarchie dans un pays comme l'Italie.

Tout cela n'est que trop compréhensible. Ce qui est moins facile à comprendre, c'est l'attitude des dirigeants du parti. Au lieu de corriger les préjugés infantiles des jeunes membres, ils les flattent, les nourrissent, parce qu'après tout ils sont contre l'opposition et que contre l'opposition tout est bon. On ne saurait attendre que la majorité de la direction du parti corrigent des camarades qui votent contre Morrison, Morrow et Logan, même si le prix à payer pour ce soutien est le sacrifice des plus sérieuses traditions de notre mouvement. Tandis que, quand il y a compte rendu, ils n'utilisent pas eux-mêmes (pas beaucoup) les arguments ultragauchistes, les principaux leaders de la majorité n'ont rien fait pour repousser les nombreux arguments ultragauchistes lancés contre l'opposition. Au contraire, ils ont tout fait pour les faire surgir et fleurir et ils en tirent un soutien. Dans le dictionnaire de la politique, une telle attitude est définie comme une politique sans principes.

Ces procédés peuvent assurer des voix contre l'opposition mais ils comportent cependant de grands risques. Leur premier résultat est la mauvaise éducation du parti qui peut tenir en réserve de dangereuses surprises pour demain. C'est pourquoi il est impératif d'examiner avec soin les arguments ultra-gauches avancés. Nous nous heurtons cependant tout de suite à une difficulté. La majorité de la direction a été assez prudente pour ne pas permettre que de tels arguments apparaissent imprimés. Que faire ? Faut-il garder le silence à leur sujet ? Je ne peux me résigner à une conclusion aussi dangereuse. J'examinerai ces arguments sur la base des rapports oraux sur eux qui me viennent de membres de la majorité comme de la minorité. J'ai pleinement conscience du fait que mon action peut provoquer un scandale de la majorité du CP, qui serait cependant pure hypocrisie. J'ai expliqué comment cette action m'avait été imposée par la majorité. J'assure nettement d'avance que les arguments en question ont été avancés verbalement et, en les portant à la lumière, je donne à la majorité du CP l'occasion de les démentir factuellement et politiquement.

« Nous sommes pour le socialisme »

C'est le dénominateur commun d'une grande variété d'arguments mis en circulation contre le mot d'ordre de la république en Italie : « Nous voulons le socialisme, pas la république ! », « nous sommes pour une république ouvrière, pas une république bourgeoise » etc.

Ces arguments ne sont pas nouveaux. Ce sont des expressions classiques de l'ultra-gauchisme. Des arguments construits selon le même modèle ont souvent été examinés et réfutés dans notre mouvement, et dans le parti bolchevique et dans la IIIe Internationale. Dans son article sur la situation

en Europe, j'ai essayé de montrer combien étranger à nos méthodes était ce type d'argument. Le camarade Goldman les a traités de nouveau dans son article « La Question du mot d'ordre "Pour une République démocratique" » BI VII, 11, mars 1945). Je me contenterai de résumer leurs conclusions.

La méthode des arguments ultra-gauches consiste à opposer notre but à tout le reste. La méthode de ceux qui veulent suivre Lénine est directement opposée : elle consiste à chercher une voie d'action, de la situation actuelle au socialisme. Le problème ne peut être résolu simplement par l'affirmation que nous sommes ou non « pour le socialisme » (plutôt étrange chez nous), mais en analysant comment entrer dans la voie vers le socialisme. Et c'est là qu'est impliquée toute la question des revendications démocratiques.

L'incapacité de quelques membres de la majorité à saisir le maniement des revendications démocratiques des partis est soudain révélée par les surprenants arguments qu'ils utilisent. Ainsi un porte-parole mineur de la majorité déclarait : « Si vous êtes pour la République en Italie, alors pourquoi pas en Angleterre ? ». Et un éclat de rire complète l'argument.

Cette objection est remarquable par sa méthode : si le mot d'ordre de république est juste en Italie, il doit l'être aussi en Angleterre. Mais puisque personne ne le met en avant pour l'Angleterre, alors il est clair qu'il est faux pour l'Italie. Admirable logique ! Cependant c'est plus que la méthode qui est ici déficiente : l'acuité politique n'est pas non plus très grande. Aujourd'hui l'existence de la monarchie est en Angleterre une question de dixième ordre (que cependant nous ne devons pas totalement oublier dans notre agitation). Quand l'Angleterre entrera dans une crise révolutionnaire, la Cour peut devenir un foyer d'intrigues bonapartistes contre-révolutionnaires. Son existence peut devenir un problème politique brûlant. Dans ce cas, le mot d'ordre de la république deviendra pour un temps une revendication politique importante du parti révolutionnaire. Notre critique ne semble même pas soupçonner cela et révèle ainsi combien ses pensées sont ancrées dans le cadre de la réalité présente et combien peu il voit une situation politique dans son dynamisme révolutionnaire.

Quelquefois des porte-parole de la majorité nous disent, non sans malice dans la voix : « Mais lancer un appel pour une république signifie que vous acceptez la république bourgeoise ! ». Un tel argument pourrait être dirigé contre toute revendication partielle. Cela signifie-t-il qu'on s'arrête là ? Nous soutenons la lutte d'un syndicat pour une augmentation de 10 % de l'heure. Cela signifie-t-il que nous sommes contre une augmentation de 25 % ? Plus généralement ; notre soutien d'un combat pour une augmentation de salaires ne signifie-t-il pas que nous acceptons le système salarial capitaliste ? Etc. etc. Mais assez sur ces ratiocinations ultra-gauches. Il faut ici chercher dans notre pensée une réponse claire.

Notre mouvement avait en 1930-31 le mot d'ordre de la république en Espagne. Dans la période prérévolutionnaire de 1934-36, Trotsky suggéra de l'inclure dans le programme d'action de la section belge de la IVème Internationale, où il avait incomparablement moins d'importance qu'aujourd'hui en Italie. Mais cela signifie que ce mot d'ordre ne peut pas être opposé à des raisons générales comme « Nous sommes pour le socialisme, pas pour la république bourgeoise », etc. Nous sommes aussi, autant que je sache, pour le socialisme dans notre temps. Cela implique aussi que la première tâche de la majorité de la direction aurait dû être d'expliquer quelles conditions concrètes, spécifiques et nouvelles, qui n'existaient pas dans le passé, empêchaient d'utiliser ce mot d'ordre en Italie aujourd'hui. Comme elle n'a pas rempli ce devoir élémentaire, comme elle a laissé dans l'obscurité les traditions de notre mouvement et, au lieu d'une clarification précise, lancé toutes sortes d'accusations générales contre l'opposition, elle a ainsi ouvert la porte aux plus étranges conceptions fausses dans l'esprit de ses propres partisans. Le résultat de cette politique ne s'est pas fait attendre. Un porte-parole obscur de la majorité a déclaré « Oui, Trotsky était pour la république en 1931, mais parce que

l'Espagne était un pays féodal ». Pas une voix des rangs de la majorité ne s'est élevée pour corriger un tel analphabétisme politique.

Il faut le répéter une fois encore. Aussi longtemps que la majorité ne règle pas ses comptes politiques avec notre passé, aussi longtemps qu'elle ne déclare pas clairement quelles raisons spécifiques nous empêchent aujourd'hui d'utiliser un mot d'ordre que nous utilisions autrefois, mais s'oppose simplement à nous avec des arguments et des accusations générales, la majorité doit être considérée comme en état de faillite politique.

« Les masses veulent les soviets ! »

L'argument selon lequel nous sommes « pour le socialisme » était si faiblard, si étranger à nos méthodes pour résoudre une telle question, que la plupart des orateurs de la majorité se sont sentis obligés de présenter quelque chose d'un peu plus concret. Ils ont découvert, bien qu'« à plus de trois milles miles d'ici » que les masses italiennes « veulent des soviets » et c'est pourquoi nous ne pouvons appeler à la proclamation immédiate de la République.

Cela signifie-t-il que nous sommes à la veille du passage du pouvoir d'État aux mains des soviets italiens ? Dans une telle situation, bien entendu, le problème de la monarchie aurait été réglé depuis longtemps ou aurait été dépassé et aurait perdu toute signification. Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Il n'y a pas de soviets en Italie maintenant. Les masses italiennes ont encore très peu d'expérience pratique sur le fonctionnement et les potentialités de ces organismes. Le problème actuel est donc d'avoir des soviets. Comment en avoir ? Par l'action révolutionnaire des masses. Comment aider les masses à déchaîner leur énergie révolutionnaire et à entrer dans la voie de l'action ? Les soviets ne sont pas constitués parce que les masses sont intellectuellement convaincues d'avance de leurs avantages, parce que les masses se fixent l'objectif d'en avoir. Les soviets apparaissent à une certaine étape comme un instrument nécessaire de la lutte. Le but objectif de la lutte est évidemment d'établir une dualité de pouvoir et, plus tard, le pouvoir des soviets. Subjectivement cependant, dans la conscience des masses, les soviets apparaissent plus comme un moyen que comme une fin. C'est particulièrement vrai au début de la lutte. Et en Italie nous n'en sommes qu'au début.

Quels sont le but ou les buts subjectifs de la lutte à son début ? Il y en a beaucoup, de variés. L'expérience dans de nombreux pays, en remontant jusqu'en 1848, montre que de nombreux problèmes peuvent être pour les masses des incitations à l'action dans les premières étapes de la crise révolutionnaire. La pierre de touche d'un parti révolutionnaire est précisément sa capacité à saisir ces questions et à s'en servir comme d'un levier pour pousser les masses sur la voie de l'action.

Cela ne signifie pas du tout que la proclamation immédiate de la république soit l'unique, voire le principal mot d'ordre en Italie maintenant. Mais, même si le problème de la monarchie était secondaire, ce ne serait pas un argument pour condamner le mot d'ordre de république. De fait, le problème de la monarchie, selon moi, a été pendant les neuf derniers mois et est maintenant l'une des quatre ou cinq questions politiques majeures en Italie. Mais quel que soit le rang exact du mot d'ordre de la république dans notre programme, il lui appartient. Il est vrai que le problème pourrait être vite réglé, en quelques jours de lutte révolutionnaire des masses, surtout si un front militaire cessait de séparer le Nord et le Sud. Néanmoins le problème de la monarchie existe encore aujourd'hui : il existe depuis juin, il existait à l'époque de notre convention et seuls ceux qui fermaient volontairement et obstinément les yeux ne pouvaient le voir.

Si les soviets apparaissaient demain en Italie, la monarchie étant encore au pouvoir, la lutte contre elle perdrait-elle toute signification pour l'action révolutionnaire ? Cela dépend du rythme des événements. S'il n'est pas trop rapide, la dualité de pouvoir se manifestera en tant qu'opposition de l'autorité centrale des soviets à la monarchie. La Cour deviendra le centre de la réaction, le foyer des

intrigues kornilovistes. La question de son existence sera un problème brûlant, même avec l'existence de soviets. Il y a bien sûr une possibilité, si le rythme est rapide, que les soviets soient si vite confrontés au problème du pouvoir que la question de la monarchie soit dépassée et oubliée avant même d'être réglée. Mais cela me paraît la moins probable des perspectives.

Quelles que soient néanmoins les variantes à venir, la réalité présente est encore l'absence de soviets. Le problème actuel est d'entrer dans la voie de l'action afin de former des soviets. Il n'y a pas la moindre contradiction entre l'orientation vers les soviets et la revendication de république. Tout au contraire, en luttant pour cette revendication, avec bien d'autres, les masses construiront leurs soviets.

À quelle étape sommes-nous en Italie ?

J'ai entendu répéter ici ou là l'argument suivant dans le parti : Zinoviev n'a-t-il pas en octobre 1917 menacé d'égarer le parti avec son orientation vers l'Assemblée constituante⁶⁹ ? Cela implique que l'emploi de revendications démocratiques en général et le mot d'ordre de république en particulier peuvent entraver le parti dans son offensive pour le pouvoir. Aussi surprenant que puisse être un tel argument, son examen nous aide à arriver au cœur de la question, qui est : « à quelle étape de la révolution italienne sommes-nous maintenant ? ». La réponse à cette question est une partie importante du problème de la détermination si le mot d'ordre de république est ou non juste. La majorité n'a donné à cette question aucune réponse claire, elle n'a même pas remarqué qu'elle se pose, mais en faisant ou en laissant circuler des arguments comme celui que nous venons de citer, elle a rendu la situation en Italie plus confuse avec la veille d'octobre.

J'ai essayé de répondre à cette question sur l'étape actuelle dans La Situation européenne et nos tâches. Utilisant le calendrier espagnol, j'ai fait une comparaison avec l'intermède Berenguer⁷⁰ ayant de montrer ressemblances et différences. Si on veut utiliser le calendrier russe, la question n'est pas « Sommes-nous à la veille d'Octobre en Italie ? » mais « Sommes-nous avant ou après Février ? ». Ma réponse à cette question est celle-ci : certains facteurs de la situation italienne nous placent après Février. Le plus important de ces facteurs a été la participation des staliniens et des socialistes au gouvernement. Mais d'autres facteurs nous situent avant Février : les masses italiennes ont encore moins d'expérience d'une lutte politique généralisée dans les rues que n'en avaient les masses russes après Février ; la monarchie existe toujours, et, de ce fait, les classes dirigeantes italiennes ont plus de centralisation et de cohésion que les classes dirigeantes russes n'en avaient après Février. Le résultat de cette analyse tend à prouver la justesse d'une offensive vigoureuse du parti révolutionnaire sur la question de la monarchie.

Certains camarades ont fait des objections à cette méthode d'établissement de points de comparaison entre l'Italie maintenant et des périodes révolutionnaires passées. La méthode, disent-ils, peut conduire à la conception d'étapes nécessaires. L'Italie montera, l'une après l'autre, les marches successives de l'échelle révolutionnaire. Cette objection ne me paraît pas juste. Dans la période où nous sommes entrés maintenant, les masses feront de temps en temps de grands bonds. Des problèmes qui auront stagné pendant des mois, des années, seront réglés en quelques semaines, quelques jours, même quelques heures d'intense passion révolutionnaire. C'est précisément le véritable caractère de toute période révolutionnaire. En outre le rythme ne sera pas le même partout et pas le même que dans les révolutions passées. Ici lentement, là rapidement, il portera la marque de circonstances spécifiques.

Quand tout cela a été dit cependant, cela ne signifie pas que tout peut arriver à tout moment. Les révolutions ont leur histoire naturelle, sinon, à quoi sert d'étudier le passé ? Nous essayons d'établir

⁶⁹ Allusion à la prise de position de Zinoviev contre l'insurrection faite au nom des soviets.

⁷⁰ Le général Damasio Berenguer, qui avait commandé dans le Rif et était chef des "Hallebardiers de la Garde" fut quelque temps chef du gouvernement entre la chute du général Primo de Rivera et l'abdication d'Alphonse XIII.

une correspondance entre les différentes étapes en Russie, en Espagne, en Italie, sans jamais oublier bien entendu que le rythme peut être plus rapide ou plus lent, que des étapes entières peuvent être sautées, etc. Analysant les Journées de Mai à Barcelone en 1937, L. Trotsky essaya de déterminer si elles étaient l'équivalent espagnol des journées d'octobre ou de juillet. Nous ne pouvons pas nous passer de cette méthode. Elle comporte une certaine relativité car les événements ne se répètent jamais exactement et il faut toujours être prêt à relever des différences possibles, mais abandonner la méthode comparative serait abandonner toute méthode dans la pensée politique.

A la question « A quelle étape sommes-nous en Italie maintenant ? » j'ai donné ma réponse en utilisant soit le calendrier espagnol soit le russe. Je souhaite seulement que des arguments soient présentés contre moi, me permettant de changer, de corriger ou de maintenir mon analyse, mais, de toute façon, aidant à clarifier la question. La majorité n'a pas fait le moindre effort dans cette direction, n'a jamais même considéré le problème — ce qui ne l'a pas empêchée de lancer contre ses opposants les accusations les plus effrontées et de laisser quelques-uns de ses membres ici ou là argumenter sur Zinoviev et la veille d'Octobre.

Positif et négatif

Certains camarades posent le problème de cette façon : « Nous pouvons très bien propager des mots d'ordre négatifs comme "A bas le roi !" mais appeler "Pour la République", c'est impossible ! » Et ils pensent qu'ils ont évité le péché d'opportunisme et sauvé leur âme.

L'argument principal pour la substitution d'un mot d'ordre négatif à un mot d'ordre positif, est que le matin qui suivra la proclamation de la république, les masses seront déçues par la république bourgeoise ; aussi ne pouvons-nous pas appeler pour quelque chose de positif. Malheureusement pour ceux qui proposent le mot d'ordre négatif, les mêmes arguments exactement peuvent leur être opposés : « Vous appelez à combattre le roi, le roi est renversé et les choses ne vont pas mieux. » La solution, bien sûr n'est pas dans le petit truc de substituer un mot d'ordre négatif à un positif, mais dans une bonne compréhension et utilisation du mot d'ordre.

Nous appelons à la république mais ne prenons jamais la moindre responsabilité pour la république qui naît des sales compromis entre les réactionnaires, les libéraux et les collaborationnistes. Le lendemain de la proclamation de la république, nous disons aux ouvriers : « Est-ce là la république pour laquelle vous avez combattu ? Est-ce pour cela que vous vous êtes battus dans la rue et avez forcé le roi à s'enfuir ? Non ! » Et nous développerons l'étape suivante de notre programme. Les masses nous prêteront l'oreille parce que nous aurons d'abord été avec elles dans leur premier combat. Le bolchevisme, le vrai bolchevisme est précisément la façon d'accompagner les masses dans leurs luttes, mais pas le mannequin sans vie qu'on est en train de fabriquer dans les bureaux centraux du SWP.

Je dois dire que si on leur accordait la même place et le même poids dans l'agitation et l'action du parti, les différences entre les deux mots d'ordre — le positif « pour la république » et le négatif « contre le roi » —, sont très minces. Si les camarades italiens, pour certaines considérations pratiques préféraient le négatif, je ne passerais pas une minute à discuter ce changement et je l'accepterais volontiers. Cependant, les camarades italiens ont adopté le mot d'ordre positif de république et en ont fait le premier point de leur programme. Et quand certains camarades américains sur ce continent préfèrent le mot d'ordre négatif, ce n'est pas pour des considérations pratiques sur la scène italienne mais cette distinction est pour eux une sorte d'abri dont ils espèrent une protection contre les épouvantails de l'opportunisme dressés par la direction de la majorité. C'est pourquoi nous devons discuter avec eux et les obliger à avouer leurs raisons.

Les évènements parlent

Depuis juin dernier, les journaux ont rapporté des dizaines d'incidents qui indiquent, même mieux qu'à la distance des « trois miles » que le problème de la monarchie est une question politique brûlante en Italie. Ces incidents montrent la colère des masses contre les complices de Mussolini, le roi et le prince héritier. Ils montrent aussi la servilité des partis officiels, stalinien et socialiste, sur cette question.

Nous allons ici nous arrêter un instant pour répondre à un argument d'un porte-parole secondaire de la majorité. Selon lui, nous ne pouvons utiliser le mot d'ordre de république parce que les socialistes et les communistes appellent aussi en faveur d'une république et nous devons « nous différencier ».

D'abord une question de fait. Il n'est pas vrai que le parti stalinien appelle maintenant à une république ou même dise quelque chose contre la monarchie. Pendant des mois, le parti socialiste s'est tu sur la question. En novembre dernier, Nenni⁷¹, un petit peu moins cynique que Togliatti⁷² s'est senti obligé de prononcer quelques phrases contre la monarchie.

Mais même si les collaborationnistes utilisaient le mot d'ordre de république, cela en soi ne nous empêcherait pas de l'utiliser. Très souvent, nous ne « nous différencions » pas par les mots d'ordre, mais nous « nous différencions » par les méthodes que nous préconisons pour leur réalisation. Nous disons clairement, à la différence des collaborationnistes, que nous préparons le règlement de la question de la monarchie, comme tout autre problème, par nos propres méthodes, l'action révolutionnaire des masses. Quand les staliniens dénonçaient en 1940 la guerre impérialiste, avons-nous éprouvé la nécessité de « nous différencier » en cessant de nous opposer à la guerre ? Assez là-dessus.

Une grande lumière a été faite sur cette question par le meeting du 12 novembre à Rome. Ce fut la plus grande manifestation politique jusqu'à maintenant depuis la chute de Mussolini. Relisons quelques phrases du New York Times :

« Le meeting était clairement anti-monarchie, pour ce qui concerne les sentiments du public. Bien que le Signor Nenni ait attisé ce sentiment, le Signor Togliatti était très attentif à ne pas se compromettre dans ce qui est devenu le problème le plus délicat de l'Italie. Toute référence possible à la monarchie, même indirecte, était accueillie par des sifflets, des cris et des huées ».

Le meeting de novembre était un tel coup à la structure politique tremblante de la majorité (du SWP) que ses porte-parole devaient trouver quelque explication. Jusqu'à présent, ils n'ont rien trouvé de mieux que ceci :

« Ce meeting était à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la Révolution russe, les masses montraient qu'elles étaient pour le socialisme ».

Comme cette explication est révélatrice de leur mentalité ! Au lieu d'essayer de découvrir dans les cris, les interruptions, dans ce que disaient les orateurs et dans ce qu'ils ne disaient pas, quelles questions préoccupent les masses, les porte-parole de la majorité acceptent simplement la version stalinienne du meeting.

Selon le compte rendu du meeting par le New York Times,

⁷¹ Pietro Nenni (1891-1980) était le chef du parti socialiste dans lequel l'hostilité à la monarchie s'exprimait avec beaucoup de vigueur.

⁷² Palmiro Togliatti (1893-1964) était revenu de Moscou et avait proclamé le "tournant de Salerne" qui mettait fin au combat des communistes en 1943 pour le départ du roi. Il préparait alors son entrée dans le gouvernement royal.

« L'adresse du Signor Togliatti était très réservée. Elle était pleine de louanges pour la Révolution russe [...] Mais dès que c'était possible, la foule criait "À bas la monarchie", mais le dirigeant communiste prenait bien soin de ne pas mentionner ce sujet ».

The Militant aussi prenait bien soin de ne pas mentionner le sujet de la monarchie. Son compte rendu du meeting, dans le numéro du 25 novembre, répétait simplement l'interprétation officielle : « les Masses italiennes célèbrent la Révolution russe de 1917 ». Pas un mot sur le caractère antimonarchique du meeting. Peut-on l'imaginer ? Les masses italiennes confirmant au bon moment par leur action le pronostic de l'opposition ! Quelle impudence ! Une lettre du camarade Abe Stein, rappelant à la direction du journal le caractère évidemment antimonarchique du meeting, fut enterrée.

Oui, les masses italiennes veulent le socialisme. Mais comment l'avoir ? Comment faire le premier pas ? Là-dessus, bien entendu, la majorité est aussi muette qu'une carpe. Tout le problème est faussement transféré du plan de l'action à celui de la conviction. La question n'est pas simplement de convaincre les masses que le socialisme, c'est très beau, mais de les aider à faire le premier pas dans la lutte politique, de trouver les problèmes sur lesquels elles sont prêtes à se battre. Depuis juillet j'ai dit que l'un des plus importants de ces problèmes, c'était celui de la monarchie. Le meeting de novembre a confirmé mon pronostic autant qu'un pronostic politique puisse être confirmé. La réponse de la majorité, c'est « Les masses veulent le socialisme et vous êtes un homme de lettres ». Tout le monde peut apprécier la pertinence de cette réponse.

Depuis le meeting de novembre, de nouveaux incidents ont continué à confirmer l'importance du problème. Après l'évasion du bourreau fasciste Roatta⁷³, il y a eu une grande manifestation politique à Rome le 6 mars. Où les masses sont-elles allées exprimer leur colère ? Au Palais du Quirinal, qui est la résidence de la famille royale. L'instinct révolutionnaire des masses romaines était plus juste que toutes les ratiocinations ultra-gauches. La manifestation tout entière avait un caractère anti-monarchique. La plupart des grands journaux ont été attentifs à ne pas mentionner cet aspect de la manifestation. Mais une dépêche de l'UP reproduite par exemple dans Il Progresso Italo-Americano, de New York, écrit :

« Les manifestants criaient : "Mort au roi ! Mort à Umberto⁷⁴ ! À bas la Maison de Savoie !" ».

Le problème de la monarchie a pris encore plus de poids politique qu'on ne pouvait s'en douter en juillet, quand j'ai écrit mon premier article sur le problème. Très vraisemblablement quand disparaîtra la ligne de front qui sépare le Nord du Sud, les événements accéléreront. Le destin de la monarchie italienne peut être scellé en quelques jours et la révolution italienne s'attaquera à de nouvelles tâches différentes. Mais, jusque-là, la question reste à l'ordre du jour.

Ce n'est pas à nous, bien entendu, de décider ici, à New York, de tous les détails de l'utilisation du mot d'ordre de république. Nous pouvons laisser ça à nos camarades italiens. Mais les événements n'ont-ils pas suffisamment éclairé cette question au cours des neuf derniers mois pour nous permettre d'adopter le mot d'ordre en lui-même.

La majorité de la direction du SWP a été empêchée d'accepter ce mot d'ordre non par manque d'information, mais par ses préjugés politiques. Rien ne révèle plus clairement cela que le fait qu'ils ont dissimulé les informations sur l'Italie. La presse du SWP a gardé le silence sur le caractère antimonarchique du meeting du 23 novembre et autres manifestations politiques. La presse du SWP a

⁷³ Le général Mario Roatta, dit Mancini (1887- ?) avait été l'un des chefs des "troupes volontaires" italiennes en Espagne. Il fut ensuite nommé chef d'état-major par Mussolini puis limogé. Arrêté à la chute du Duce, il s'évada et se réfugia chez Franco.

⁷⁴ Umberto II (né en 1904), fils de Victor-Emmanuel II était l'héritier du trône et certains à droite souhaitaient une abdication du père qui sauverait la dynastie.